

# ***SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE*** ***CGT, CFDT, SUD, CGT-FO***

---

## **Déclaration à la parité administrative le 6 décembre 2005**

Ce n'est pas une parité syndicale qui vient d'entrer dans cette salle réservée au CTP, mais une délégation des personnels de l'INSEE appuyée par l'intersyndicale CGT, CFDT, SUD et CGT-FO.

Vous pouvez constater que les agents présents sont venus de nombreux établissements régionaux, et certains de très loin, pour vous interpellier sur votre démarche Moyen Terme : Limousin, Basse-Normandie, Franche-Comté, Réunion, Alsace, Lorraine, Bretagne, Centre, Pays de la Loire, Ile de France, Poitou-Charente, Paca et CNI Aix, Midi-Pyrénées, Bourgogne.

Ils veulent entendre directement des dirigeants de l'INSEE les réponses à leurs revendications et à leurs inquiétudes.

Ces personnels ont déjà interpellé leurs propres directions en région sans obtenir de réponses satisfaisantes.

Pour notre part nous vous avons déjà rencontré lundi 28 novembre pour vous expliquer que, pour les personnels, la démarche Moyen Terme n'est pas allée jusqu'au bout.

Il manque dans votre document des dimensions essentielles pour motiver les personnels qui se situent hors de la sphère dirigeante, pendant les années à venir :

### **CONCERNANT LES MISSIONS**

- L'ensemble des personnels des établissements régionaux veulent un changement qualitatif sur l'action régionale. Trop de Moyen Terme antérieurs se sont contentés d'adapter les moyens disponibles à de bien modestes ambitions. C'est encore le cas aujourd'hui, lorsque vous voulez concentrer les efforts de l'INSEE sur les principaux acteurs institutionnels régionaux et locaux. Vous devez inclure dans la démarche actuelle, la volonté politique que les établissements de l'INSEE jouent un rôle de coordination statistique en région. De plus, il est nécessaire que des moyens suffisants soient affectés afin que des enquêtes régionales (extensions) puissent être réalisées régulièrement sur tout le territoire ;
- Le recensement a une place importante dans le rapport de moyen terme : notamment son utilisation pour les échantillonnages, les calages...mais rien ne dit comment et qui le réalise. Nous sommes inquiets des projets de désengagement de l'Institut sur la partie collecte/contrôle (réflexions menées sur l'externalisation de cette phase) et sur le nombre et les missions des superviseurs. Nous n'avons rien trouvé ici qui puisse nous rassurer. A l'heure où les comptages en cours à l'issue de la deuxième campagne suscitent quelques interrogations, nous demandons que la Direction s'engage à maintenir l'ensemble des tâches imparties aux personnels de l'Institut pour éviter toute dérive dans la collecte.
- Sur le document lui-même : trop de travaux y sont listés sans que ne soient précisés les délais et les moyens nécessaires à leur mise en œuvre. C'est le cas des missions résultant des demandes européennes, détaillées dans le texte ; de celles issues du CNIS hors Résane, mais aussi des nombreux autres travaux cités : de l'innovation aux inégalités, de la nécessité de vivifier les études à la vaste question de la prise en compte par la statistique des discriminations hommes/femmes. Nous nous réjouissons d'une énumération qui montre à l'envi la richesse de la demande sociale. Il n'en reste pas moins qu'un travail d'approfondissement est indispensable.

En effet, des centaines d'agents de l'INSEE, concepteurs, informaticiens, cadres intermédiaires, agents de production attendent avec impatience de savoir quelles missions vont les mobiliser ces 5 prochaines années et au delà. Ce document ne permet pas de le savoir. Nous ne vous demandons pas seulement des précisions sur les effectifs. Nous souhaitons surtout avoir une idée plus précise de l'environnement de travail. Notamment, que soit associée à chaque travail la démarche qui permettra in fine, d'obtenir des postes enrichis, et de bonnes conditions de travail pour toutes et tous : la motivation des agents en dépend, et par conséquent, la bonne réalisation des missions de l'INSEE. Vous ne pourrez pas faire l'économie de cette piste de réflexion ;

- Pour revenir sur la question des inégalités : on parle de fracture sociale. Nous estimons que sur cette question cruciale et d'actualité, l'INSEE a le devoir d'apporter toute sa capacité d'innovation méthodologique pour appréhender cette question. Dans le rapport la question de la mesure de la pauvreté est souvent abordée, jamais celle de la mesure de la richesse. Mais alors comment parler des inégalités ?
- Beaucoup de travaux de l'INSEE impactent largement les personnels des Services Statistiques Ministériels. Il est inacceptable que les prévisions pour l'avenir, qui auront des conséquences pour ces personnels, n'ait pas donné lieu à une concertation avec eux comme avec leurs représentants.  
Pour le cas particulier du SESSI avec lequel nous partageons un programme, il est indispensable que ce service soit intégré dans une prévision commune INSEE - SESSI de gestion de la LOLF.

## **CONCERNANT LES PERSONNELS**

Nous réitérons les revendications que nous avons plusieurs fois portées à votre connaissance, c'est-à-dire :

- Les crédits prévus pour la prime Sarkozy doivent être restitués à tous les agents ;
- Les grilles indiciaires pour les B et les C doivent être revalorisées : la création de l'échelon permettant d'atteindre l'indice 415 pour les agents de catégorie C doit être immédiate à l'INSEE, comme le prévoit le corps-type Fonction Publique et comme c'est déjà appliqué pour les agents de la filière ouvrière ;
- La fusion immédiate des grades de contrôleurs de 2ème et 1ère classe doit permettre une amélioration de la grille commune (comme pour le nouveau statut des administrateurs) et la linéarité du passage en contrôleur principal ;
- Les engagements du gouvernement lors des négociations salariales de décembre 2004, non tenus à ce jour doivent être appliqués aux attachés de l'INSEE

## **ALORS, QUE FAISONS-NOUS ICI ?**

Les personnels vont vous expliquer ce qu'ils ont sur le cœur, leurs questions, leurs inquiétudes, leurs propres réflexions sur leur travail.

Ils attendent de vous que vous preniez le temps de les entendre et de leur répondre.

Puis, comme nous, ils souhaitent que vous repreniez votre document afin d'y apporter les éléments d'organisation qui y manquent à notre sens.

Qu'ensuite vous y intégriez des réponses qui prennent en compte les demandes des agents et nos revendications .

Ainsi nous irons vers un CTP sur le Moyen Terme, dans un délai que nous souhaitons court, mais suffisant pour y adjoindre les approfondissements indispensables. Ce CTP devra déboucher sur un projet 2006-2010 qui prépare l'INSEE à son rôle de demain, dans le champ du service public d'information économique et sociale.